

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
BP 2205
06606 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents ou Représentés	Procurations + Absents
80	60	20

N° de la séance : 06

Objet de la délibération : Direction
Développement de la Technopole Sophia
Antipolis - Association Institut EuroPIA -
Adhésion et désignation du représentant

- ☒ Original
☐ Expédition certifiée conforme à
l'original
Pour le Président,
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : CC.2020.237

Date de la convocation :
Le 15/12/2020

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage
en date du **22 DEC. 2020**

de la réception s/Préfecture
en date du **22 DEC. 2020**

Pour le Président,
La Responsable de Service



Corinne SAINTE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 21 décembre 2020

L'an deux mil vingt et le 21 décembre à 16h00, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au Chapiteau des Espaces du fort carré - avenue du 11 novembre à Antibes en session ordinaire du mois de décembre, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Kevin LUCIANO, Lionnel LUCA, Joseph CESARO, Jean-Pierre DERMIT, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Gérald LOMBARDO, Frédéric POMA, Emmanuel DELMOTTE, Jean-Pierre CAMILLA, Thierry OCCELLI, Jean-Pierre MASCARELLI, Eric MELE, Sophie NASICA, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Richard THIERY, Marc Malfatto, Dominique TRABAUD, Jean-Paul ARNAUD, Georges TOSSAN, Alexis ARGENTI, Michèle MURATORE, Eric CHALVIN, Jacques GENTE, Marguerite BLAZY, Marie-Rose BENASSAYAG, Anne-Marie BOUSQUET, Christian LATY, Thérèse DARTOIS, Henriette VENTRE, Albert CALAMUSO, Sylvie MARCHAND, Denis FERRER, Serge JOVER, Marie ANASSE, Geneviève PIERRAT, Simone TORRES-FORET DODELIN, Eric DUPLAY, Michel MANAGO, Marinette LANGLAIS, Christophe FONCK, Catherine LANZA, Marika ROMAN, Martine SAVALLI, Carole BONAUT, Claire BAES, Elisabeth DEBORDE, Laurence HARTMANN, Eric PAUGET, David SIMPLOT, Marc BORIOSI, Hassan EL JAZOULI, Isabelle GARCIA, Marion MUSSO, Céline LAMBIN, Xavier WIIK, Delphine CAROSI, Alexia MISSANA

PROCURATIONS :

François WYSZKOWSKI à Eric MELE, René TRASTOUR à Alexis ARGENTI, Georges VAZIA à Eric CHALVIN, Bernard GARNIER à Céline LAMBIN, Yves DAHAN à Hassan EL JAZOULI, Audouin RAMBAUD à Eric DUPLAY, Serge AMAR à Jacques GENTE, Nathalie DEPETRIS à Anne-Marie BOUSQUET, Olivia LEVINGSTON à Emmanuel DELMOTTE, Khéra BADAoui HUGUENIN VUILLEMIN à Alexia MISSANA

ABSENTS :

Monique GAGEAN, François ZEMA, Tanguy CORNEC, Christophe ETORE, Laurent CHARTIER, Françoise THOMEL, Valérie ROLLAND, Marie OZENDA, Aline ABRAVANEL, Alain BERNARD

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

Madame Alexia MISSANA, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Monsieur LEONETTI,

La C.A.S.A., dans le cadre des compétences en développement économique qui lui ont été transférées, est en charge notamment du renforcement de l'attractivité du territoire, de l'accompagnement et du développement des activités et de leur rayonnement au niveau national et international pour favoriser la création d'emplois et soutenir le dynamisme économique local.

En avril 2019, le territoire a obtenu le label Institut Interdisciplinaire d'Intelligence Artificielle (3IA). Plusieurs initiatives complémentaires ont contribué à renforcer cet écosystème IA en plein développement sur la technopole.

L'Institut EuroplA est une initiative unique en Europe. Organisme à but non lucratif, son objectif est de sensibiliser et former le grand public, les acteurs économiques et les collectivités sur les enjeux de l'Intelligence Artificielle avec une approche éthique.

Son objectif est d'aider à créer un monde dans lequel l'IA est un outil éthique au service de l'Humain. En sensibilisant les publics et en permettant une meilleure compréhension des impacts et enjeux inhérents à l'IA, EuroplA entend favoriser l'innovation et la création d'un écosystème pérenne capable de mieux embrasser les défis des transitions économique, écologique et sociétale à venir.

Les missions d'EuroplA sont :

- Rassembler les acteurs distants autour d'un écosystème IA pérenne et pour une IA éthique ;
- Démystifier l'IA, vulgariser et comprendre les fondamentaux et notions clés de l'IA ;
- Sensibiliser aux enjeux éthiques de l'IA avec OTESIA ;
- Former et accompagner aux transitions de l'IA.

Pour l'année 2021, le plan d'actions de l'Institut EuroplA vise à mettre en place :

- 30 conférences/colloques/tables rondes
- 10 podcasts
- 40 vidéos/interviews
- 10 vidéos éducatives
- 5 ateliers
- 20 articles publiés

EuroplA propose à la CASA d'adhérer en qualité de membre actif pour un montant s'élevant à 1.500 €.

CONSIDERANT les objectifs poursuivis par EuroplA en droite ligne avec le positionnement de la Technopole Sophia Antipolis en matière d'intelligence artificielle ;

Il est donc proposé au Conseil communautaire :

- d'approuver l'adhésion de la CASA à l'Institut EuroplA pour l'année 2021 ;
- de désigner Monsieur Jean-Pierre MASCARELLI comme représentant de la CASA au sein de l'Assemblée Générale ;
- de procéder au versement d'une cotisation annuelle de 1.500 €, les crédits correspondant étant prévus sur Chapitre « 011 » de la Section de Fonctionnement du Budget Principal ; budget de la Direction du Développement de la Technopole Sophia Antipolis (DGA DEAD) ;
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer tout document relatif à cette adhésion.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :

- d'approuver l'adhésion de la CASA à l'Institut EuroPIA pour l'année 2021 ;
- de désigner Monsieur Jean-Pierre MASCARELLI comme représentant de la CASA au sein de l'Assemblée Générale ;
- de procéder au versement d'une cotisation annuelle de 1.500 €, les crédits correspondant étant prévus sur Chapitre « 011 » de la Section de Fonctionnement du Budget Principal ; budget de la Direction du Développement de la Technopole Sophia Antipolis (DGA DEAD) ;
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer tout document relatif à cette adhésion.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 21 décembre 2020
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,



Jean LEONETTI

Statuts de l'association Institut EuroplA

selon la loi du 1^{er} juillet 1901 et du décret du 16 août 1901

ARTICLE 1 – NOM

Il est fondé entre les adhérents aux présents statuts une association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901 et le décret du 16 août 1901, ayant pour dénomination : Institut EuroplA.

ARTICLE 2 – OBJET

Institut EuroplA est une structure associative ayant pour but :

- de fédérer les acteurs de l'Intelligence Artificielle et des nouvelles technologies,
- de promouvoir l'Humain au cœur de l'Intelligence Artificielle et des nouvelles technologies,
- de communiquer sur l'Intelligence Artificielle et les nouvelles technologies, en favoriser le développement et étendre la visibilité de leurs diverses applications auprès du public.

ARTICLE 3 – SIÈGE SOCIAL

Le siège social est fixé à Espaces Antipolis 300 route des Crêtes, Sophia-Antipolis, 06560 Valbonne.

Il pourra être transféré par simple décision du Conseil d'Administration.

ARTICLE 4 – DURÉE

La durée de l'association est illimitée.

ARTICLE 5 – COMPOSITION

L'association se compose de :

5.1 Membres actifs

Sont membres actifs les personnes physiques ou morales dont la candidature a été acceptée par le Conseil d'Administration, qui adhèrent aux présents statuts, sont à jour de leur cotisation annuelle et participent régulièrement ou durablement au fonctionnement et aux activités de l'association.

Ils prennent part avec voix délibérative aux Assemblées Générales de l'association et sont éligibles au Conseil d'Administration.

Ils bénéficient :

- d'un tarif préférentiel pour les activités de l'association,
- d'un accès privilégié aux activités de l'association,
- de l'accès à un réseau de personnes intéressées par l'objet de l'association.

5.2 Membres d'honneur

Sont membres d'honneur les personnes physiques ou morales qui ont rendu des services signalés à l'association.

Ils prennent part avec voix consultative aux Assemblées Générales de l'association et ne sont pas éligibles au Conseil d'Administration. Dans le cas d'une personne morale, celle-ci sera représentée par une personne physique désignée et formellement notifiée au Conseil d'Administration.

Ils bénéficient des mêmes avantages qu'un membre bienfaiteur mais sont exonérés de cotisation annuelle obligatoire.

5.3 Membres bienfaiteurs

Sont membres bienfaiteurs les personnes physiques ou morales qui se sont engagées à soutenir les actions de l'association en versant une cotisation annuelle supérieure à celle des autres membres, fixée par le Conseil d'Administration.

Ils prennent part avec voix délibérative aux Assemblées Générales de l'association et sont éligibles au Conseil d'Administration.

Ils bénéficient :

- d'un tarif préférentiel pour les activités de l'association,
- d'un accès privilégié aux activités de l'association,
- de la possibilité de convier un invité aux activités de l'association au même tarif préférentiel,
- de la possibilité de rencontres VIP avec des intervenants sollicités par l'association,
- de l'accès à un réseau de personnes intéressées par l'objet de l'association.

ARTICLE 6 – ADMISSION

Pour faire partie de l'association, il faut :

- dans le cas d'une personne physique, être majeur et capable à la date d'adhésion ou justifier d'une autorisation écrite des parents ou du tuteur légal, et ne pas avoir de casier judiciaire.
- dans le cas d'une personne morale, celle-ci sera représentée au sein de l'association soit par son dirigeant de droit, soit par un représentant permanent désigné à cet effet par les dits dirigeants de droit. Toute désignation d'un représentant permanent doit être notifiée par le dirigeant de droit à l'association par courrier ou courrier électronique à l'attention du Président de l'association. Le représentant ainsi désigné exerce ses fonctions jusqu'à décision contraire de celui qui l'a nommé, notifiée à l'association dans les mêmes conditions. Une même entité juridique ne peut présenter qu'une seule adhésion auprès de l'association.

Pour être admis en tant que membre actif ou bienfaiteur, il faut :

- formuler et signer une demande,
- accepter intégralement les statuts,
- être accepté par le Conseil d'Administration qui, en cas de refus, n'aura pas à en faire connaître les raisons,
- acquitter une cotisation annuelle dont le montant par catégorie est fixé par le Conseil d'Administration

Les membres d'honneur sont nommés par le Conseil d'Administration et en acceptent le statut. Ils sont exonérés de cotisation annuelle obligatoire.

ARTICLE 7 – COTISATIONS

Les cotisations sont fixées par le Conseil d'Administration en fonction des catégories de membres.

Les cotisations sont dues pour l'année civile en cours, quelle que soit la date d'admission.

Les cotisations ne sont pas susceptibles de remboursement et ne peuvent être rédimées.

ARTICLE 8 – DÉMISSION ET RADIATION

La qualité de membre se perd par :

- La démission volontaire, exprimée par courrier ou courrier électronique adressé au Conseil d'Administration, signé et daté ;
- Le non-renouvellement d'adhésion ;
- Le décès ou pour les personnes morales, la dissolution ;
- La radiation prononcée par le Conseil d'Administration pour non-paiement de la cotisation ou pour motif grave, l'intéressé ayant été invité (par lettre recommandée) à fournir des explications devant le Bureau.

La perte de la qualité de membre de l'association n'ouvre droit à aucun remboursement de cotisation, de droit d'entrée ou de toute autre somme versée à un titre quelconque.

ARTICLE 9 – ADHÉSION DE L'ASSOCIATION

L'association peut adhérer à d'autres associations, unions ou regroupements par décision du Conseil d'Administration.

ARTICLE 10 – RESSOURCES

Les ressources de l'association comprennent :

- Le montant des cotisations ;
- Les subventions de l'État, des régions, des départements, des communes ainsi que de toute autre collectivité ou établissement public ;
- Toute aide et subvention de l'Union Européenne ;
- Toutes les ressources autorisées par les lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 11 – ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

L'Assemblée Générale Ordinaire se réunit au moins une fois par an.

Quinze jours au moins avant la date fixée, les membres de l'association sont convoqués par les soins du secrétaire. L'ordre du jour figure sur les convocations.

Au moment du renouvellement, les membres habilités doivent faire connaître, en réponse à la convocation, leur éventuelle candidature au Conseil d'Administration.

Dans le respect de l'ordre du jour, l'Assemblée Générale délibère sur les points qui lui sont soumis par les membres du Conseil d'Administration.

Le cas échéant, il est procédé, après épuisement de l'ordre du jour, au renouvellement des membres sortants du Conseil d'Administration.

Excepté pour l'élection des membres du Conseil d'Administration, toutes les décisions sont prises à main levée. Les décisions sont prises à la majorité absolue des voix des membres présents ou représentés.

Il est possible pour un membre de l'Assemblée de voter par procuration écrite donnant pouvoir à un autre membre de l'association. Une procuration n'est valable que pour une Assemblée Générale donnée dont la date devra être spécifiée sur la procuration. Un membre ne peut représenter plus d'un autre ayant-droit.

Les décisions des Assemblées Générales s'imposent à tous les membres, y compris absents ou représentés.

ARTICLE 12 – ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE

Le Président peut convoquer une Assemblée Générale Extraordinaire, suivant les modalités prévues aux présents statuts et uniquement pour les modifier ou pour dissoudre l'association.

Les modalités de convocation sont les mêmes que pour l'Assemblée Générale Ordinaire.

Les délibérations sont prises à la majorité absolue des membres présents ou représentés.

ARTICLE 13 – CONSEIL D'ADMINISTRATION

13.1 Mandat

L'association est dirigée par un Conseil d'Administration de 3 à 10 membres, élus pour deux années par l'Assemblée Générale Ordinaire.

Les membres du Conseil d'Administration sont des membres actifs ou bienfaiteurs, candidats volontaires, à jour de leurs cotisations, membres depuis plus d'un an de l'association.

Nul ne peut faire partie du Conseil d'Administration s'il n'est pas majeur à la date de l'élection.

Le mandat de membre du Conseil d'Administration prend fin, outre par l'arrivée du terme, par la démission, la perte de la qualité de membre de l'association, la radiation ou la révocation prononcée par le Conseil d'Administration.

En cas de vacances, le Conseil d'Administration pourvoit provisoirement au remplacement de ses membres. Il est procédé à leur remplacement définitif par la plus prochaine Assemblée Générale Ordinaire. Les pouvoirs des membres ainsi élus prennent fin à l'expiration du mandat des membres remplacés.

13.2 Réunions et délibérations du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration se réunit autant de fois que nécessaire sur convocation du Président.

La convocation indique l'ordre du jour, le lieu, la date et l'heure de la réunion. Elle est faite par tout moyen écrit probant (courrier électronique, courrier recommandé, courrier remis en mains propres contre décharge, télécopie...), adressé à chacun des membres du Conseil d'Administration sept jours au moins avant la date de la réunion. Exceptionnellement, le Conseil d'Administration peut se réunir sans délai si tous les administrateurs l'acceptent expressément.

La présence de la moitié au moins de ses membres est nécessaire pour que le Conseil d'Administration puisse délibérer valablement.

Les décisions sont prises à la majorité absolue des voix ; en cas de partage, la voix du Président est prépondérante. Le vote par procuration n'est pas possible au Conseil d'Administration.

Les délibérations du Conseil d'Administration font l'objet de procès-verbaux signés par le Président et le secrétaire, retranscrits dans l'ordre chronologique, sans blanc ni rature, sur le registre tenu au siège de l'association.

Tout membre du Conseil qui, sans excuse, n'aura pas assisté à trois réunions consécutives sera considéré comme démissionnaire. Il sera remplacé conformément aux dispositions de l'article 13.1 des présents statuts.

13.3 Pouvoirs du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration est investi d'une manière générale des pouvoirs les plus étendus dans la limite des buts de l'association et dans le cadre des résolutions adoptées par les Assemblées Générales.

Il autorise le président de l'association à agir en justice.

Il peut autoriser tout acte et opération permis à l'association et qui ne sont pas réservés à l'Assemblée Générale Ordinaire ou Extraordinaire.

Il se prononce sur les adhésions des membres de l'association et confère l'éventuel titre de membre d'honneur. C'est lui également qui prononce les éventuelles mesures de radiation des membres.

Il surveille la gestion du Bureau qui lui rend régulièrement des comptes.

Il valide les propositions du Bureau concernant toute acquisition, aliénation ou location immobilière ainsi que les contrats à venir, le cas échéant, entre l'association et les auteurs, les entreprises, les collectivités ou organismes publics ou privés.

Le Conseil d'Administration établit l'ordre du jour des Assemblées Générales Ordinaires et assure la bonne exécution des décisions prises en Assemblée Générale.

Ses autres actions peuvent être précisées dans le règlement intérieur de l'association.

ARTICLE 14 – LE BUREAU

Le Conseil d'Administration élit parmi ses membres, à bulletin secret, un Bureau composé de :

- Un Président et, éventuellement, un ou plusieurs Vice-Présidents ;
- Un Secrétaire et, éventuellement, un Secrétaire-adjoint ;
- Un Trésorier et, éventuellement, un Trésorier-adjoint.

Les fonctions de Présidence et Trésorerie ne sont pas cumulables, à l'inverse des autres.

Les fonctions, attributions et pouvoirs respectifs des membres du Bureau peuvent être précisés dans le règlement intérieur de l'association.

ARTICLE 15 – RÈGLEMENT INTÉRIEUR

Un règlement intérieur peut être établi par le Conseil d'Administration.

Ce règlement éventuel est destiné à fixer les divers points non prévus par les présents statuts, notamment ceux qui ont trait à l'administration interne de l'association.

ARTICLE 16 – DISSOLUTION

En cas de dissolution prononcée, un ou plusieurs liquidateurs sont nommés, et l'actif net, s'il y a lieu, est dévolu à un organisme ayant un but non lucratif ou à une association ayant des buts similaires, conformément aux décisions de l'Assemblée Générale Extraordinaire qui statue sur la dissolution. L'actif net ne peut être dévolu à un membre de l'association, même partiellement, sauf reprise d'un apport.

« Fait à **Nice** , le **15 mai 2020** »

Le Président de
l'association
Marco LANDI

Le Trésorier de
l'association
Christian VANDELLI

AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 21/12/2020
Numéro : CC_2020_237
Nature : DE - Deliberations
Objet : Association Institut EuropIA - Adhésion et désignation du représentant
Matière : 5.3 - Designation de representants

Interlocuteur

Nom : LE GRATIET Véronique

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : zXnjnAV

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 22/12/2020
Identifiant : 006-240600585-20201221-CC_2020_237-DE

Acte reçu

Date : 21/12/2020
Numéro interne : CC_2020_237
Code nature : 1
Code matière 1 : 5
Code matière 2 : 3
Objet : Association Institut EuropIA - Adhésion et désignation du représentant
Classification utilisée : 29/08/2019
Document : 99_DE-006-240600585-20201221-CC_2020_237-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 1
99_SE-006-240600585-20201221-CC_2020_237-DE-1-1_2.PDF

N